



Jean Rabaté Journaliste honoraire,
dans l'Humanité du 23 décembre 2015

UN PROJET DE TRANSFORMATION SOCIALE

Daniel Mermet a tout à fait raison de distinguer deux « gauches » : celle « de droite du gouvernement libéral » et celle « de gauche opposée au capitalisme » (voir l'entretien paru dans l'Humanité du 16 décembre). Pourtant, depuis des mois les médias, les commentateurs et autres observateurs prétendument apolitiques se gardent bien de faire cette distinction. Ils sont ainsi parvenus à ce que, pour une grande partie de l'opinion, la gauche c'est le Parti socialiste.

Nicolas Sarkozy peut s'en réjouir, qui, après avoir dénoncé il a beau jeu les indiscutables méfaits de la politique gouvernementale, a fait « porter le chapeau » à « la gauche qui abîme tout ». Cet amalgame a eu et a pour la droite et l'extrême droite l'avantage de faire supporter à toutes les formations de gauche sans distinction les conséquences néfastes des choix politiques du président, de ses ministres, des actuels dirigeants de son parti. À bon entendeur salut, peuvent-ils dire : si vous n'êtes pas satisfaits de la politique gouvernementale, inutile de vous tourner vers le PCF ou d'autres formations se réclamant aussi de gauche ; toutes sont à mettre dans le même sac. Abstenez-vous donc de rejoindre leurs combats. Et de voter... Voilà qui une fois encore a bien fait l'affaire du Front national.

Cette ambiguïté ne fut pas pour rien au premier tour des régionales dans les résultats décevants du Front de gauche, ceux inquiétants du FN et dans le taux d'abstention des milieux populaires et de la jeunesse. Et au second tour ? Fusionner les listes de la « gauche opposée au capitalisme » avec celles de la « gauche de droite du gouvernement libéral » n'était certes pas sceller alliance politique entre elles, pas plus qu'avec celles de droite dans quelques régions. Les candidats du Front de gauche contraints de le faire pour battre le FN et pour assurer la présence de la « gauche de gauche » dans les conseils régionaux l'ont dit et martelé. Il n'empêche que bien des électrices et électeurs de base, notamment celles et ceux « qui-ne-font-pas-de-politique » et celles et ceux pour qui « tous les partis sont les mêmes », ont pu ne pas l'entendre ainsi. Mais n'y voir que manoeuvre politicienne ou chasse aux sièges.

Aujourd'hui, à l'heure d'une indispensable refondation de la gauche, il est grand temps d'en finir avec tout ce qui peut entraîner semblables réactions. En commençant par redonner sens à l'expression « être de gauche ». N'est-ce pas pour aller au plus court proposer, soutenir et appliquer une politique de progrès et de justice sociale ?

S'attaquer aux acquis sociaux au nom de la compétitivité, aux services publics au nom de l'austérité, aux libertés au nom de la sécurité, etc., et donc usurper le beau mot de gauche, sans craindre de le disqualifier aux yeux de celles et ceux qui mettent en lui leurs espoirs de changement : c'est ce que font d'un commun accord l'Élysée et Matignon. Quant aux actuels dirigeants socialistes, par leur soutien à cette politique « libérale » pourtant parfois contestée au sein de leur parti, ils ont eux-mêmes exclu celui-ci des « forces de gauche ». On peut regretter (sans renoncer à espérer...) l'époque révolue où, fidèle à Jaurès, le PS incarnait avec le PCF et d'autres formations et personnalités la gauche de transformation

sociale. Bien qu'en son sein certains le regrettent aussi, il faut en prendre acte. À défaut de pouvoir empêcher ceux qui s'en servent de continuer à faire l'insupportable amalgame gauche = PS, gardons-nous de leur faciliter la tâche. Les responsables politiques et l'Humanité dont deux chroniques régulières et de fréquentes lettres de lecteurs soulignent l'importance des mots peuvent y contribuer grandement en évitant toute expression pouvant conduire à confondre gauche et PS ou à inclure celui-ci dans une formule englobant les formations de gauche.

« Les mots ne sont pas tout. Mais ils ne sont pas rien », disait récemment l'une des chroniques de Patricia Latour et Francis Combes. Il nous revient, écrivait François Taillandier, « de remettre les mots dans leur définition, d'en relever les enjeux, de combattre les utilisations abusives, bref de veiller sur leur sens comme sur un bien très précieux ».

Précieux comme l'est la gauche au coeur des fidèles aux valeurs et objectifs anticapitalistes, voire révolutionnaires. Celle qui n'a rien à voir avec l'imposture de Matignon, de l'Élysée et de Solferino. Ni avec la « gauche » de leurs actuels occupants qui n'envisagent plus, en dépit de réticences au sein même de leur parti, de combattre le libéralisme mais de le subir, voire de le perpétuer en recherchant la bienveillance sinon l'aide de la droite dite centriste. Désormais, devraient pouvoir se retrouver dans la gauche toutes les citoyen-ne-s et tous les citoyens attaché-e-s à la justice et au progrès social, qu'ils soient ou non « encart-ée-s » au PCF, PG, PS ou autres formations, syndicats ou associations. Une gauche très loin de « tout abîmer », qui se bat aujourd'hui pour empêcher les dégâts. Une gauche élargie, dépassant le Front de gauche, forte de ses diverses sensibilités, rassemblée autour d'un projet démocratiquement élaboré et qui demain s'attellera à tout reconstruire.